

## "Du plan Monnet au plan Marshall" dans L'Humanité (12 octobre 1947)

**Légende:** Le 12 octobre 1947, Benoit Frachon, secrétaire général de la Confédération générale du travail (CGT), condamne dans le quotidien communiste français L'Humanité la mainmise américaine sur l'économie française à travers la mise en oeuvre du plan Marshall.

**Source:** L'Humanité. Organe Central du Parti Communiste Français. 12.10.1947. Paris: L'Humanité. "Du plan Monnet au plan Marshall", auteur:Frachot, Benoît.

**Copyright:** (c) L'Humanité

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/du\\_plan\\_monnet\\_au\\_plan\\_marshall\\_dans\\_l\\_humanite\\_12\\_octobre\\_1947-fr-793dad90-2c79-4b43-a265-44900ab630c3.html](http://www.cvce.eu/obj/du_plan_monnet_au_plan_marshall_dans_l_humanite_12_octobre_1947-fr-793dad90-2c79-4b43-a265-44900ab630c3.html)

**Date de dernière mise à jour:** 02/07/2015

## Du plan Monnet au plan Marshall

L'émotion soulevée par l'in vraisemblable discours de Ramadier n'est pas près de s'éteindre.

C'est une politique de catastrophe nous ont dit certains représentants qualifiés de l'industrie. Tandis que pour la classe ouvrière surgit le spectre d'un chômage massif qu'évoque nécessairement la menace des fermetures d'usines et de chantiers annoncées par le président du Conseil.

Politique de catastrophe! Le mot n'est pas trop fort. Politique aussi qui tend à ruiner, pour des buts qui ne sont que trop clairs, l'effort de reconstruction accompli, par la classe ouvrière, malgré les saboteurs.

La construction des barrages sera réduite ou arrêtée, celle du matériel d'équipement des centrales hydro-électriques subira le même sort. Telle est, dépouillée de tout verbiage pompier, la déclaration de Ramadier.

Or, actuellement, toute notre industrie est en partie désorganisée par l'insuffisance de production d'énergie électrique. Or, la pénurie de charbon est chez nous une chose bien connue.

Nous manquons de dollars, mais nous devons payer le charbon qui nous vient d'Amérique et le peu que nous recevons de la Ruhr, à des prix astronomiques, et en dollars.

Le développement rapide de nos centrales hydrauliques réduirait sensiblement ces importations. C'est sans doute pourquoi Ramadier annonce que les premières économies à faire seront faites sur ces installations.

Depuis des années Ramadier comme les autres se lamente sur notre retard technique. C'est sans doute pourquoi il annonce des mesures réduisant les investissements français susceptibles de rattraper ce retard. Il restera toujours, aux industries en question, la ressource de solliciter les investissements que brûlent de faire chez nous les trusts américains.

Il est vrai que les trusts américains pourraient s'inquiéter de la modernisation de notre industrie sidérurgique, du perfectionnement de nos procédés de fabrication des automobiles, notamment chez Renault et chez Berliet.

Ils ont prévu la reconstruction rapide de l'industrie de la Ruhr, ils peuvent fabriquer suffisamment d'automobiles pour nous en vendre. Alors, pourquoi songer à développer nos propres industries «concurrentes»?

La veille du jour où Ramadier fit son discours, Philippe Lamour, secrétaire général de la C.G.A., parlait devant les représentants de la presse. Il indiquait, avec raison, qu'un des obstacles essentiels au développement de la production agricole était qu'on ne pouvait fournir aux paysans l'équipement dont ils ont besoin. «Nous avons 200.000 demandes de tracteurs en série qui ne sont pas satisfaites», disait-il.

Ramadier répond: «Nous n'avons pas de dollars». Mais il annonce en même temps que des usines seront fermées parce que les commandes seront suspendues.

Ne croyez pas que l'idée puisse lui venir que ces usines pourraient faire les tracteurs que réclament les paysans. Certaines de ces entreprises, qui avaient achevé leur reconversion et qui pouvaient commencer la construction des tracteurs en série ont été mises dans l'impossibilité de le faire.

Songez donc, les Américains fabriquent des tracteurs. Nous n'avons pas de dollars! Qu'à cela ne tienne, à force de concessions les Américains nous en prêteront.

Tandis que se précise cette politique de liquidation de nos principales industries, il ne se passe pas de jour sans qu'on nous annonce officiellement l'arrivée de délégués américains, experts ou non. M. MacMartin, président de l'Export-Import Bank va visiter nos principaux centres industriels.

Les hommes les plus représentatifs de la banque et de l'industrie des U.S.A., pressent nos ministres de réduire les tarifs douaniers. «On nous l'a promis», disent-ils. Ils exigent qu'on crée les conditions nécessaires à des investissements solides et sûrs de capitaux, les leurs, en France.

Chaque Français a l'impression pénible que notre pays devient un vaste champ de foire où les maquignons viennent tâter les flancs du bétail avant de l'achever, sous la conduite de vendeurs accommodants qui déprécient eux-mêmes la marchandise.

Gare à la ruade qui pourrait bien laisser pantois marchands et acheteurs.

Ainsi, après avoir bavardé pendant des mois sur le plan Monnet, en avoir célébré politiquement les vertus, nos ministres lui tordent-ils gentiment le cou pour faire du plan Marshall son légataire universel.

Le fait que M. Bonnet ait accepté de prendre place dans le cortège funèbre ne change rien à l'affaire.

Ceci signifie simplement qu'élaborer un plan est une chose. Avoir l'énergie de le réaliser en bousculant les obstacles en est une autre.

Quand nous avons participé à l'élaboration de ce plan, nous n'avons pas manqué de déclarer que nous dénoncerions avec vigueur toute tentative de lui enlever le caractère d'indépendance que nous lui donnions.

M. Monnet se souviendra sans doute qu'il y a peu de temps encore je lui renouvelais cette volonté, en lui ajoutant que je n'avais aucune illusion sur l'orientation présente de la poli-tique gouvernementale.

Les événements vont vite. Les possesseurs de dollars qui commandent désormais sans partage se font plus exigeants.

La classe ouvrière n'a pas l'habitude de céder au chantage.

Le plan Monnet annexe du plan Marshall! Ce ne peut pas être son affaire.

Son plan à elle, c'est celui du redressement dans l'indépendance, la souveraineté du pays dans l'épanouissement d'une véritable démocratie.

Benoît Frachon